Le Courrier des Opelousas

VOL. 5. OPELOUSAS, PAROISSE ST.-LANDRY, [Louisiane,] 11 AVRIL, 1857. No. 19.

OPELOUSAS:
SAMEDI MATIN, 11 AVRIL, 1857.

A NOS PATRONS.

Les retards que l'on apporte dans le règlement des comptes qui nous sont dûs, nous forcent à rappeler à nos débiteurs que la saison des paiements est arrivée, et que vers le 15 Avril prochain, nous nous proposons de placer nos comptes en collection. Nous ne voudrions pas que nos patrons nous en sachent mauvais gré, car si nous avons recours à cette mesure, c'est que nous ne pouvons attendre plus longtemps sans faire les collections qui nous mettront à même de payer nos dépenses journalières et faire face à d'autres engagemens pécuniaires.

SANDOZ & MEYNIER.

CONVENTION DEMOCRATIQUE.

Une Convention des membres du parti Démocratique de cette Paroisse aura lieu en la ville des Opelousas, le Samedi 25 Avril courant, à l'effet de choisir des délégués à la Convention Démocratique de l'Etat, qui aura lieu à Baton Rouge le 18 Mai prochain, et aussi à l'effet de nommer des délégués à la Convention de District qui aura lieu à Alexandrie le ———

La Convention de Baton Rouge devra choisir des candidats démocrates aux places de l'Etat, et celle d'Alexandrie devra nommer un candidat pour représenter notre District au Congrès, en remplacement de l'Hon. John M. Sandidge, dont le terme est expiré.

Les membres du parti sont priés d'être ponctuels à se rendre aux Opelousas le 25 courant.

LE NOUVEAU CONSEIL DE VILLE.—A une élection qui a eu lieu lundi dernier en notre ville, les messieurs dont les noms suivent ont été élus comme Conseil de Ville pour l'année courante :

JOSEPH M. MOORE.	JONATHAN HARRIS,
SALOMON D'AVY,	P. D. HARDY,
A. J. THOMPSON,	M. PERRAULT,
F. A. KING.	

Et M. M. MUSSAND a été élu Constable.

ELECTION D'UN JUGE
POUR LE 15ME DISTRICT JUDICIAIRE,
Dans la Paroisse St-Landry.

A une élection qui a eu lieu dans cette Paroisse, lundi dernier, à l'effet d'élire un juge de District pour le 15me District Judiciaire de cet Etat, composé des Paroisses St. Landry, Lafayette et Calcasieu, M. B. A. Martel a obtenu une majorité de 450 voix, comme on le verra par les *returns* officiels qui suivent, sur son compétiteur, M. J. H. Overton. Les retours des Paroisses Lafayette et Calcasieu pourront quelque peu diminuer la majorité de M. Martel, mais il n'en est pas moins élu.

	B. A. Martel.	John H. Overton.
Opelousas,	124	52
Washington,	63	66
Gros Chevreuil,	20	70
Grand-Côteau,	32	48
Bellevue,	10	5
Bas de Plaquemines,	36	11
Queue Tortue,	44	2
Haut de Plaquemines,	64	18
Pointe aux Loups,	67	9
Bois Mallet,	21	3
Paquetalque,	32	6
Chataignier,	38	11
Ville Plate,	37	24
Bayou Chicot,	10	16
Prairie Pinière,	10	20
Vieille Grande Prairie,	25	3
Bayou Boeuf,	11	11
Moundville,	16	3
Atchafalaya,	14	2
Waxia,	14	3
Bayou Rouge,	15	35
Prairie Mamoth,	29	3
Prairie Plaisance,	37	23
Mermentow,	86	8
Pointe Lyons,	24	—
Coulée Croche,	29	11
	918	468
	468	
Majorité de M. Martel,	450	

La Paroisse Lafayette a donné 23 voix de majorité à M. Martel.

☞ Nous apprenons avec plaisir que l'Hon. ALBERT VOORHIES, le titulaire actuel, a été réélu Juge du 14me District Judiciaire, composé de St. Martin, Ste. Marie et Vermillon. Sa majorité sur M. Gates, son compétiteur, est d'environ 150 voix.

Samedi dernier, nous avions lieu de supposer que le Maître de Poste de Washington avait négligé son devoir envers nos abonnés de la Ville Plate, en n'expédiant pas leur paquet de journaux par la malle du 27. Aujourd'hui, nous sommes heureux d'apprendre que la faute n'est ni au Maître de Poste de Washington ni à celui de notre ville ; elle vient de ce qu'ayant été retardé par une longue communication sur l'élection qui vient d'avoir lieu, nous n'avons pu envoyer nos journaux à la Poste à temps pour que le Courrier d'en-haut les prit. Voilà ce qui explique le mal-entendu.

☞ M. Henry l'Hotel, marbrier, nous écrit de la Nouvelle-Orléans nous priant de contredire les bruits qui circulent aux Attakapas, qu'il a quitté St. Martinville pour ne pas y retourner. Le fait est que des affaires urgentes réclament la présence de M. l'Hotel en ville pendant ce mois-ci et le prochain, après quoi il viendra se fixer à Vermillonvil e pour continuer le même genre d'affaires.

LE MYSTÈRE DU NATIONAL HOTEL.—On lit dans le *Courrier des Etast-Unis* :

Le "National Hotel" de Washington vient d'être fermé, par suite de l'abandon fort naturel du public, depuis que le séjour en était devenu presque mortel. Cette clôture est loin, toutefois, de mettre fin à l'émotion causée par la maladie mystérieuse qui a fait tant de victimes. La déclaration même du conseil de salubrité, qui attribue l'origine du mal à des gaz morbifères exhalés par les égoûts voisins, est loin d'avoir satisfait ou persuadé l'opinion. On fait observer avec justesse que les effets d'une pareille cause ne sauraient être restés renfermés dans l'enceinte d'un seul bâtiment, et que cependant pas une seule maison des alentours n'a eu à en souffrir. Certaines correspondances affirment en outre que l'épidémie n'a pas atteint les personnes qui se bornaient à demeurer dans les hôtels sans y prendre leurs repas ; mais qu'il a suffi à certaines autres d'y dîner une seule fois, pour être atteintes.

De cette observation les teneurs des enquêtes d'empoisonnement ont conclu [illegible]

LE PROCHAIN CONGRÈS.
(*Extrait du Courrier de la Louisiane.*)

L'*Union de Washington* a publié dernièrement un article, dans lequel il adresse un appel au parti démocrate, et l'engage à tout mettre en œuvre afin d'avoir une majorité dans la Chambre des Représentants, dont la session commencera en décembre prochain. Ce serait là en effet, un grand bonheur pour le pays : la Chambre, ainsi composée, permettrait à M. Buchanan de mettre en pratique, sans difficulté, le remarquable programme politique par lequel il a inauguré son administration le 4 mars.

Jusqu'ici, on a semblé croire que cette majorité était déjà acquise à notre parti pour le trente-cinquième Congrès, mais cela est une erreur, qu'il importe de dissiper, afin que nos amis luttent de zèle et que nous achevions notre triomphe. Pour donner une idée de la composition de la Chambre future, nous publions ci-dessous deux tableaux comparatifs. Le premier indique la nuance politique à laquelle appartiennent les candidats déjà élus ; le second met en regard la force relative des démocrates et de leurs adversaires, telle qu'elle résulte des délégations, faisant partie du dernier Congrès.

En consultant ces deux documents, on verra quels membres ont déjà été élus par la Démocratie, et quelles sont nos chances pour arriver à d'autres élections, constituant pour nous une majorité.

Membres déjà élus du trente-cinquième Congrès.

	Démocrates.	Opposition.
Maine,		6
New-Hampshire,		2
Vermont,		3
Massachusetts,		11
New-York,	12	21
New-Jersey,	3	2
Pennsylvanie,	16	15
Delaware,	1	
Caroline du Sud,	6	
Ohio,	8	13
Indiana,	6	5
Illinois,	5	4
*Missouri,	3	3
Arkansas,	2	
Michigan,		4
Florida,	1	
Iowa,		2
Wisconsin,		3
Californie,	2	
	64	90

*Il y a, dans cet Etat, une vacance occasionnée par la démission de M. James S. Green, qui a été subséquemment envoyé au Sénat. M. Francis Blair, quoique élu par les Démocrates, est généralement classé dans les rangs de l'opposition, à cause de ses opinions bien connues sur l'esclavage.

Situation politique, dans la trente-quatrième Congrès, des Délégations d'Etats, où des élections restent à faire.

	Démocrates.	Opposition.
Rhode-Island,		2
Connecticut,		4
Maryland,	2	4
Virginie,	12	1
Caroline du Nord,	5	3
Georgie,	6	3
Alabama,	5	2
Mississippi,	4	1
Louisiane,	3	1
Kentucky,	4	6
Tennessee,	5	5
Texas,	1	1
Missouri,		1
	47	33
Membres élus,	64	90
Membres du 34e Congrès,	47	33
	111	123
		111
Nombre total,		134

Donc, et jusqu'à nouvel ordre, l'opposition compte une majorité de douze membres ; d'où il résulte que, pour changer les rôles, et se donner à nous une majorité, il faudrait gagner cent membres sur l'opposition, dans les élections qui auront lieu avant la réunion du Trente-Cinquième Congrès. Ce qui équivaut à environ un cinquième de la force actuelle de nos adversaires dans les Etats, où les élections doivent s'accomplir.

On le conçoit : pour arriver à un pareil gain, il faut un immense effort de la part des Démocrates ; mais—nous n'en conservons aucun doute, d'après la bienfaisante réaction, qui se poursuit sur tous les points de l'Union—pareil but peut être atteint, si notre parti a de l'unité dans son action, s'il déploie encore cette infatigable énergie, qui lui a déjà valu tant de riches moissons.

Et, d'ailleurs, quand on reporte ses regards sur les dernières élections, quand on en étudie les chiffres, on est induit à reconnaître que l'obstacle est bien loin d'être infranchissable. Si les faits, dans l'ordre politique, ont leur logique ; si l'opinion du peuple ne tourne pas—comme une girouette—à tous les vents, nous sommes pleinement en droit d'espérer un gain de deux membres dans le Kentucky, un gain d'un membre dans chacun des Etats suivants : la Virginie—l'Alabama—le Mississippi—le Tennessee—le Texas—le Missouri, ce qui porterait nos acquisitions à huit. Selon toutes probabilités, nous gagnerons encore deux membres dans la Caroline du Nord, ou en Georgie ; et,—s'il faut en croire aussi l'*Union*—un dans le Connecticut, ce qui élèverait notre gain total à douze.

La perspective est belle, on le voit, et si notre parti tient, dans les batailles électorales qui vont s'ouvrir, la conduite que nous attendons de lui, ce sera encore une glorieuse année que 1857 pour la Démocratie : elle aura, d'un seul coup, balayé Républicains Noirs et K. N.

Est-il besoin de le dire ? Notre triomphe ne serait pas complet, si nous nous contentions d'avoir envoyé M. Buchanan à la Maison Blanche. Toute son action serait entravée, s'il ne trouvait pas un appui réel dans le Congrès, si l'initiative des Démocrates manquait au sein de la Chambre des Représentants. Un pareil état de choses rendrait toute passive l'administration de M. Buchanan. Il n'aurait qu'un rôle à jouer : celui de la sentinelle avancée, qui empêche toute surprise, toute invasion du camp, qui crie qui vive ! à l'ennemi qu'il voit se glisser dans l'ombre. Dans de pareilles circonstances, c'est une grande garantie, sans doute que l'exercice intelligent, patriotique du *veto* ; mais, encore un coup, il en résulterait comme un *statu-quo* pour nous : rien de fécond ne pourrait sortir d'un pareil antagonisme entre le pouvoir Législatif et l'Exécutif.

Au milieu de la crise que nous traversons, il appartient au Sud de donner à la politique de M. Buchanan—si éminemment nationale—toutes les facilités désirables, et d'envoyer à la Chambre des citoyens imbus des principes démocratiques, les seuls qui, aujourd'hui, excluent les préjugés de latitude, et rejettent le sectionalisme.

Notre Etat natal—la Louisiane—figure parmi ceux qui n'ont pas encore tenu leurs élections, et nous espérons bien que, le banditisme désarmé, réprouvé par toutes les honnêtes gens, il enverra à la Chambre quatre membres faisant cause commune avec nous.

Le parti K. N.—comme parti national—n'existe certainement plus, et nous ne comprendrions pas par quel effort de raisonnement on en viendrait à cette conclusion que le Know-Nothingisme doit avoir, en Louisiane, un candidat au Congrès. Qu'irait-il y faire ? De qui s'y réclamerait-il ? Veut-il du Sud, qui représenterait-il à Washington ! Toutes questions auxquelles une réponse nous paraît impossible ; à moins cependant qu'elle ne soit trouvée par l'*Abeille*, cette feuille ingénieuse entre les feuilles ingénieuses Know-Nothings.

CHEMIN DE FER DE TEHUANTEPEC.
(*Extrait de l'Abeille.*)

La presse du Nord avait jusqu'ici gardé le silence le plus complet sur les travaux qui s'exécutent à Tehuantepec et sur le projet second d'un chemin de fer à travers [illegible]

[illegible] en croire aussi l'*Union*—un dans le Connecticut, ce qui élèverait notre gain total à douze.

La perspective est belle, on le voit, et si notre parti tient, dans les batailles électorales qui vont s'ouvrir, la conduite que nous attendons de lui, ce sera encore une glorieuse année que 1857 pour la Démocratie : elle aura, d'un seul coup, balayé Républicains Noirs et K. N.

Est-il besoin de le dire ? Notre triomphe ne serait pas complet, si nous nous contentions d'avoir envoyé M. Buchanan à la Maison Blanche. Toute son action serait entravée, s'il ne trouvait pas un appui réel dans le Congrès, si l'initiative des Démocrates manquait au sein de la Chambre des Représentants. Un pareil état de choses rendrait toute passive l'administration de M. Buchanan. Il n'aurait qu'un rôle à jouer : celui de la sentinelle avancée, qui empêche toute surprise, toute invasion du camp, qui crie qui vive ! à l'ennemi qu'il voit se glisser dans l'ombre. Dans de pareilles circonstances, c'est une grande garantie, sans doute que l'exercice intelligent, patriotique du *veto* ; mais, encore un coup, il en résulterait comme un *statu-quo* pour nous : rien de fécond ne pourrait sortir d'un pareil antagonisme entre le pouvoir Législatif et l'Exécutif.

Au milieu de la crise que nous traversons, il appartient au Sud de donner à la politique de M. Buchanan—si éminemment nationale—toutes les facilités désirables, et d'envoyer à la Chambre des citoyens imbus des principes démocratiques, les seuls qui, aujourd'hui, excluent les préjugés de latitude, et rejettent le sectionalisme.

Notre Etat natal—la Louisiane—figure parmi ceux qui n'ont pas encore tenu leurs élections, et nous espérons bien que, le banditisme désarmé, réprouvé par toutes les honnêtes gens, il enverra à la Chambre quatre membres faisant cause commune avec nous.

Le parti K. N.—comme parti national—n'existe certainement plus, et nous ne comprendrions pas par quel effort de raisonnement on en viendrait à cette conclusion que le Know-Nothingisme doit avoir, en Louisiane, un candidat au Congrès. Qu'irait-il y faire ? De qui s'y réclamerait-il ? Veut-il du Sud, qui représenterait-il à Washington ! Toutes questions auxquelles une réponse nous paraît impossible ; à moins cependant qu'elle ne soit trouvée par l'*Abeille*, cette feuille ingénieuse entre les feuilles ingénieuses Know-Nothings.

CHEMIN DE FER DE TEHUANTEPEC.
(*Extrait de l'Abeille.*)

La presse du Nord avait jusqu'ici gardé le silence le plus complet sur les travaux qui s'exécutent à Tehuantepec et sur le projet second d'un chemin de fer à travers [illegible]

[illegible] en croire aussi l'*Union*—un dans le Connecticut, ce qui élèverait notre gain total à douze.

La perspective est belle, on le voit, et si notre parti tient, dans les batailles électorales qui vont s'ouvrir, la conduite que nous attendons de lui, ce sera encore une glorieuse année que 1857 pour la Démocratie : elle aura, d'un seul coup, balayé Républicains Noirs et K. N.

Est-il besoin de le dire ? Notre triomphe ne serait pas complet, si nous nous contentions d'avoir envoyé M. Buchanan à la Maison Blanche. Toute son action serait entravée, s'il ne trouvait pas un appui réel dans le Congrès, si l'initiative des Démocrates manquait au sein de la Chambre des Représentants. Un pareil état de choses rendrait toute passive l'administration de M. Buchanan. Il n'aurait qu'un rôle à jouer : celui de la sentinelle avancée, qui empêche toute surprise, toute invasion du camp, qui crie qui vive ! à l'ennemi qu'il voit se glisser dans l'ombre. Dans de pareilles circonstances, c'est une grande garantie, sans doute que l'exercice intelligent, patriotique du *veto* ; mais, encore un coup, il en résulterait comme un *statu-quo* pour nous : rien de fécond ne pourrait sortir d'un pareil antagonisme entre le pouvoir Législatif et l'Exécutif.

Au milieu de la crise que nous traversons, il appartient au Sud de donner à la politique de M. Buchanan—si éminemment nationale—toutes les facilités désirables, et d'envoyer à la Chambre des citoyens imbus des principes démocratiques, les seuls qui, aujourd'hui, excluent les préjugés de latitude, et rejettent le sectionalisme.

Notre Etat natal—la Louisiane—figure parmi ceux qui n'ont pas encore tenu leurs élections, et nous espérons bien que, le banditisme désarmé, réprouvé par toutes les honnêtes gens, il enverra à la Chambre quatre membres faisant cause commune avec nous.

Le parti K. N.—comme parti national—n'existe certainement plus, et nous ne comprendrions pas par quel effort de raisonnement on en viendrait à cette conclusion que le Know-Nothingisme doit avoir, en Louisiane, un candidat au Congrès. Qu'irait-il y faire ? De qui s'y réclamerait-il ? Veut-il du Sud, qui représenterait-il à Washington ! Toutes questions auxquelles une réponse nous paraît impossible ; à moins cependant qu'elle ne soit trouvée par l'*Abeille*, cette feuille ingénieuse entre les feuilles ingénieuses Know-Nothings.

CHEMIN DE FER DE TEHUANTEPEC.
(*Extrait de l'Abeille.*)

La presse du Nord avait jusqu'ici gardé le silence le plus complet sur les travaux qui s'exécutent à Tehuantepec et sur le projet second d'un chemin de fer à travers [illegible]

Voilà l'avenir qui nous est évidemment réservé, si le Sud trouve dans son sein assez de capitaux et assez d'énergie pour mener à bonne fin l'important travail qu'a déjà inauguré l'ouverture d'un chemin carrossable.

Le *Sun* de New-York est un des premiers journaux qui aient consenti à signaler à ses lecteurs les immenses avantages que procurerait aux Etats-Unis, et spécialement au Sud, l'exécution d'un railway à travers l'isthme de Tehuantepec. On attache, et non sans raison, une grande importance à la route de Nicaragua, qui est plus rapprochée de nous que celle de Panama ; mais que des communications régulières s'établissent entre les deux extrémités de l'isthme de Tehuantepec, que les voyageurs puissent se transporter aisément par cette voie d'un océan à l'autre, et le transit par Nicaragua sera abandonné.

Le chemin de fer de Panama lui-même, qui paraissait tout d'abord devoir être une si belle et si fructueuse entreprise, et qui l'est en effet jusqu'à ce moment, deviendra complètement inutile lorsque des trains emportés par une locomotive franchiront en quelques heures la distance qui sépare le Coatzacoalcos de Ventosa.

Le *Sun* donne à ses lecteurs une idée parfaite des localités. Le port d'embarquement de ce côté de l'isthme est à l'embouchure de la rivière Coatzacoalcos qui se jette dans le golfe du Mexique. Il y a entre ce dernier point et Vera-Cruz soixante-dix milles seulement. Le port d'embarquement et de débarquement sur le Pacifique est à un jour de distance, par steamer, d'Acapulco. La route carrossable qui vient d'être ouverte a environ cent soixante-dix milles d'étendue.

La distance entre San Francisco et Ventosa, situé de l'autre côté de l'isthme, peut aisément être franchie par un bon steamer en sept jours. Avec les moyens de transport actuels le passage à travers l'isthme s'opérera en deux jours, et il ne faudra pour atteindre la Nouvelle-Orléans que trois autres jours, ou six pour arriver à New-York. La voie de Tehuantepec abrégera de moitié, sous le rapport du temps, le voyage de la Californie.

Notre confrère de New-York dit avec raison qu'il ne serait pas étonné de voir d'ici à un an la concurrence entre la voie de Panama et celle du Nicaragua remplacée par la concurrence entre la voie de Tehuantepec et celle des plaines. On se rappelle en effet que le Congrès a voté une forte subvention pour établir un service postal de terre à travers les solitudes qui séparent le Missouri du Pacifique. Il est certain que les émigrants de l'Ouest, les fermiers et les colons qui voudront se rendre en Californie avec leurs troupeaux et tous les instruments nécessaires à une exploitation agricole, choisiront de préférence la voie de terre, tandis que les voyageurs ordinaires et le commerce prendront la voie de l'isthme de Tehuantepec. L'un et l'autre seront préférables au transit par Panama ou Nicaragua.

—Une nouvelle danse fort séduisante a été introduite à Utah et fait rage parmi les Mormons. Chaque cavalier a deux dames pour partenaires. On appelle cette danse le *Cotillon Mormon* ou le *Ciel sur la terre.*

REVISION DU CODE MARITIME.

On sait que les puissances représentées au Congrès de Paris se sont engagées par une clause spéciale à abolir la course. On sait aussi que cet article du traité ayant été soumis aux Etats-Unis, M. Marcy a déclaré que le gouvernement américain n'y adhérerait pas à moins qu'il ne fût également interdit aux navires de guerre de capturer les bâtimens marchands.

La proposition du secrétaire d'Etat de l'Union a d'abord été accueillie en Europe avec une sorte de dédain, mais il paraît que les idées de M. Marcy, qui sont loin d'être saugrenues, ont fait depuis beaucoup de chemin. On a compris qu'il y avait inconséquence à protéger le commerce maritime contre les corsaires et à le livrer en même temps à la merci des forces navales des gouvernements belligérants.

Si dans l'état actuel de la société et des rapports des peuples entre eux, il est devenu nécessaire d'affranchir le commerce maritime des dangers de la guerre sur l'Océan, pourquoi ne pas lui accorder une protection complète ? Pourquoi supprimer la course et permettre aux navires de guerre de s'emparer des bâtiments marchands ? La demi-mesure décrétée par le Congrès de Paris, indépendamment de sa flagrante inconséquence, aurait pour résultat de placer les Etats de second ou de troisième ordre dans l'entière dépendance des grandes puissances maritimes. Si les Etats-Unis, par exemple, avaient adhéré à l'article du traité de Paris relatif à la suppression de la course, ne seraient-ils pas, en cas de guerre avec l'Angleterre, à la merci de cette puissance ? Notre marine militaire est nulle à côté de celle de la Grande Bretagne, tandis que nos bâtiments marchands sont aussi nombreux que les siens. Ne pouvant armer de corsaires, il nous serait impossible de nuire à l'immense commerce maritime de nos adversaires, tandis que leurs escadres et leurs flottes, leurs steamers et leurs clippers armés barreraient le passage sur l'Océan à nos bâtiments marchands, s'en empareraient et ruineraient de fond en comble notre commerce.

M. Marcy a donc bien fait de refuser l'adhésion que les puissances européennes demandaient à notre gouvernement. Faibles comme nous le sommes au point de vue militaire, la course, malgré ses abus, serait pour nous un moyen de salut, si nous devions nous mesurer une troisième fois avec l'Angleterre. Sans cette arme tutélaire, comment pourrions-nous lui rendre le mal qu'elle nous ferait avec ses vaisseaux mixtes, ses frégates à vapeur et tous ces formidables moyens de destruction qu'elle possède ? Nos corsaires ne s'attaqueraient pas à ses navires de guerre mais à ses bâtiments marchands et la forceraient de disperser ses escadres pour protéger ces derniers.

Ce n'est pas que le gouvernement américain considère que la course doive rester dans le code international à l'état d'institution. Les déprédations maritimes autorisées par le droit des gens répugnent à la conscience publique, et malgré l'héroïsme et l'intrépidité des corsaires, malgré les incontestables services qu'ils ont rendus à des causes saintes et légitimes, il est difficile d'oublier que la soif des richesses est presque toujours leur principal mobile. Ces guerilleros de l'Océan attaquent plus souvent le bâtiment marchand, à qui la défense est impossible, que le navire armé qui peut leur faire payer cher leur audace. La France, l'Angleterre, la Russie, qui sont de grandes puissances maritimes, peuvent se passer du concours de pareils auxiliaires, et en supprimant la course elles ont fait preuve de sagesse et d'humanité. Mais il y aurait de notre part une très grande imprudence à imiter leur exemple.

Si les gouvernements représentés au Congrès de Paris sont sincères dans leur désir de réformer—et nous n'avons pas lieu d'en douter—ils ne doivent ni ne peuvent repousser la proposition de M. Marcy. Que se proposaient-ils ? La protection du commerce maritime. Eh bien ! qu'ils l'affranchissent de toute espèce de danger et qu'ils ne se bornent pas à diminuer les périls auxquels la guerre l'expose. Qu'ils déclarent que l'Océan restera la grande route des nations et que celles-ci pourront, malgré les conflits qui éclateront sur les continents, continuer à le couvrir de leurs vaisseaux, messagers de la civilisation, des lumières et des richesses universelle. Notre gouvernement a eu raison de demander la révision complète du code maritime ou le maintien du *statu quo.*

Nous sommes heureux d'apprendre que la plupart des Etats qui ont adhéré à l'article du traité de Paris, que l'Union a refusé d'accepter, se joignent aujourd'hui à celle-ci pour demander l'entière protection du commerce maritime. L'Ancien Monde avait fait un premier pas dans la voie de la civilisation et du progrès, mais la réforme incomplète dont elle avait pris l'initiative devenait pour nous, de ce côté de l'Atlantique, et en général pour les Etats qui ont une faible marine militaire une cause nouvelle d'inquiétude et de péril. La France, l'Angleterre et la Russie compléteront leur œuvre le jour où elles enlèveront aux navires de guerre, comme aux corsaires, la faculté de capturer les bâtiments marchands.

La guerre est une triste chose : la mission de notre siècle est d'en diminuer les horreurs et les calamités au lieu de les aggraver. La ruine du commerce d'un peuple a, de nos jours, son contre-coup sur tous les peuples du monde, car les échanges, en se multipliant, ont établi entre les intérêts de toutes les nations une étroite solidarité. Que la guerre éclate donc entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, et qu'un navire de guerre anglais capture un de nos bâtiments marchands, le principale victime de cette perte sera peut-être une maison française ou une maison espagnole. En outre frappant l'Angleterre frappé [illegible]

Plus de violences commerciales sur l'Océan, plus de prises brutales, plus de misérables conquêtes de marchandises, nous le voulons bien, mais pour cela que l'Europe fasse ce que nous lui demandons, qu'elle défende à ses navires nationaux d'écumer les mers, qu'elle supprime la course avec des frégates et des vaisseaux, comme elle a supprimé la course avec les bâtiments destinés à de pacifiques échanges de produits.

On écrit de Paris que le gouvernement français s'est à peu près rallié aux idées émises par M. Marcy, et que, loin de les combattre, il en appuiera en temps et lieu la réalisation. L'Angleterre seule s'y oppose encore. Espérons qu'elle se joindra bientôt elle aussi aux véritables amis du progrès et de la civilisation.—*Abeille.*

(*Pour le Courrier des Opelousas.*
LES MANGEURS DE TERRE.

L'action de manger de la terre constitue chez l'homme et aux yeux de l'homme, une dépravation du goût qui frappe d'étonnement, lorsque l'on voit ce singulier aliment être non-seulement préféré à tous les autres, mais encore pris en cachette et par quelques-uns en dépit des menaces et des châtiments.

Dans tous les pays et à des époques bien reculées, on a constaté cette aberration dans l'enfance, chez l'un et l'autre sexe ; la liberté dont jouit le sexe masculin lui permet de se livrer de bonne heure à ses goûts naturels et à faire le choix de son alimentation ; le sexe féminin, au contraire, reste soumis à une hygiène souvent insuffisante, sinon contraire, et telles substances qui seraient indispensables à la nutrition sont jugées extraordinaires ou nuisibles ; aussi voyez-vous à tout âge les enfants des deux sexes, les jeunes filles et même des mères de familles, celles-ci se cacher de leurs enfants, et avaler du sable, de l'argile, de la terre, certains insectes, du charbon, du sel, des cendres, du vinaigre, et voir même des excréments.

Ces phénomènes, nous les observons chez tous les animaux réduits à l'état de domesticité : les chevaux, les moutons s'attaquent aux murs de leurs étables, de leurs écuries ; les porcs fouillent la terre, les volatiles surotent la terre, les cendres ; les pigeons détruisent les couvertures des maisons, tous cherchent dans ces détritus un aliment que donne la nature et que refuse la main de l'homme.

Le cultivateur a appris à donner, à rendre à la terre les sels qu'il lui a enlevés et qui l'ont appauvrie ; il a appris que les végétaux sont des composés salins, analogues à la composition des corps animaux, et pourquoi prive-t-il donc son semblable, son enfant, ses animaux d'une réparation dont l'absence jette le trouble, le désordre, la maladie au travers de toutes les fonctions.

Un grand nombre de personnes, notamment dans les contrées où la classe des travailleurs est soumise à un régime uniforme, cette bizarrerie de la nature se rencontre plus fréquemment, et d'autant plus que les sujets y ont été soumis plus jeunes.

Dans les contrées où se fabrique le sucre, le mal y est encore beaucoup plus répandu, et l'usage exclusif du miel et de la mélasse, en donnant naissance aux vers intestinaux, prête un nouvel appui aux détériorations constitutives.

Toutes les excrétions animales, chacun le sait, sont des efflux salins, un grand nombre en ont la saveur ; la transpiration des différentes parties du corps, les larmes, le mucus nasal, le produit de la sécrétion urinaire, etc.

Supprimez donc chez un être qui doit produire une quantité aussi notable de sels, les bases constituantes et assimilables de son individu et vous comprendrez qu'il ne peut lui en échoir qu'un état d'étisie que la nature le porte à réparer au milieu des substances qui nous paraissent les plus abjectes.

Le sucre, par lui-même, que nous semblons attaquer, n'a pas même par l'abus, de qualités malfaisantes, mais son usage chez l'enfant, surtout, amène l'exhalation du sel ; et l'un est indispensable quand l'autre n'est qu'un condiment agréable.

Chez l'homme fait, les conséquences ne sont plus les mêmes, les compensations se font à notre insçu, par la variation de nos appétits.

Rendons exemples les plus simples à présenter par les bons effets qu'il produit aujourd'hui, répandu sur le sol en raison convenable, c'est ce détritus animal, le guano, dont nous donnerons la composition afin que l'on juge de cette corrélation vitale entre les règnes végétal et animal.

Sur 100 parties de guano purifié :

Acide urique,	10 5 *
Ammoniaque,	19 0
Acide phosphorique,	14 0
Chaux et magnésie,	16 0
Sels de soude et potasse,	6 0
Acides oxalique, carbonique, muriatique,	13 0
Eau,	13 0
Sable,	2 0
Matières organiques et volatiles,	8 5
	100

Dans les contrées où se rencontrent le plus fréquemment les mangeurs de terre, il est curieux de voir l'avidité avec laquelle le porc salé est accepté et recherché.

Tous les habitants savent combien les animaux sont beaux et vigoureux, lorsqu'ils sont soumis à des rations régulières de sel ; les vers, les gourmes ne les atteignent pas plus que les êtres humains, lorsque comme ces derniers aussi, ils sont tenus la nuit à l'abri d'une constante humidité.

Il est facile dans l'enfance, lorsque l'on sait, par exemple, nourir convenablement une nourrice, de porter remède aux premières tendances. Ces tendances de l'enfant suffisent à prouver aux yeux les moins clairvoyants l'irrésistibilité de l'action et non l'intention stupide de se rendre malade et d'éviter le travail par un moyen si facile à découvrir. Mais si des désordres se sont établis lentement et que la constitution en ait éprouvé de graves atteintes, le régime devra être entrepris insensiblement et n'être augmenté qu'au fur et à mesure de signes d'amélioration évidente.

A l'âge nubile, la guérison s'obtient rapidement et c'est l'époque la plus favorable pour déjouer et anéantir les orages prêts à éclater.

Nous avons, avec des éléments réellement constituants et régénérateurs, composé et éprouvé un sirop minéral dont on prend, chaque matin, une cuillérée à bouche, les enfants une demi-cuillerée.

Le Dr. HENRI HARDY.

Hardy's Minera' Syrup, tonique et constitutif contre la chlorose, l'étisis et les hydropysies du foie et de la rate, et faiblesses de complexion.

Se vend au dépôt principal, chez ———

Dépôt dans les principales pharmacies des Etats du Sud.

* Parmi les substances étranges que recherchent les animaux et les appétits dépravés, l'urine et l'acide urique sont généralement repoussés. On peut en dire autant de l'ammoniaque.

L'ORIENT.

Il paraît que l'Orient est destiné à être maintenant la grande préoccupation de l'Europe.

A peine le traité de Paris, a-t-il ajusté tant bien que mal les différents entre la Turquie et la Russie et mis une barrière momentanée entre l'ambition des czars et Constantinople, que la guerre éclate entre l'Angleterre, et la Perse menaçant d'entraîner la Russie à la suite de cette dernière puissance, et que la Chine se prend à braver les Etats-Unis, la France et l'Angleterre.

Napoléon jetant de Ste-Hélène un regard d'aigle sur le monde, avait désigné l'Orient comme le prochain champ de bataille des intérêts européens. Sa prédiction se réalise.

D'un côté, l'Angleterre, partie de l'Indoustan, s'avance vers la Perse, et de l'autre la Russie, par des conquêtes successives, touche presque aux territoires anglais. La lutte est donc prochaine, si déjà la prise d'Hérat par les Perses ne la fait pas éclater.

La politique des czars est patiente. Elle n'a rien de l'impétuosité de la politique française. Elle prépare longuement, et le moment venu elle frappe. Elle s'est trop hâtée une seule fois dans son incessante marche sur Constantinople. Elle y a perdu Sébastopol, son arsenal. Mais cet échec ne ralentira pas l'ambition de la Russie. Alexandre fait de Nicolaieff un autre Sébastopol, et quand l'occasion sera favorable, il se précipitera sur le Sultan et l'étouffera.

Déjà il se plaint de l'occupation trop prolongée de la Grèce, son alliée, par les troupes françaises et anglaises.

La Russie a cette habileté de savoir céder aux exigences du moment, moyen certain de couvrir ses projets et de laisser croire à sa modération. Mais elle a constamment devant les yeux le testament de Pierre-le-Grand, et chacun des héritiers de ce prince veut en réaliser une partie jusqu'à ce que le but soit atteint.

Vienne une révolution en Europe ; que la France, encore une fois, ébranle les monarchies par une commotion révolutionnaire, et la Russie saura profiter du premier moment de trouble, pour recommencer sa campagne d'Orient.

C'est le malheur et la faiblesse de l'Europe devant la Russie que le triomphe de la réaction sur la révolution de 1848. Libre aujourd'hui, l'Europe menacerait la Ruisse ; monarchique, elle est menacée par elle. Cet équilibre créé par les traités se rompt au premier choc. Il n'y a de durable que ce qui est assis sur les bases inébranlables de la justice et de la liberté des peuples.

Nous désirons que l'alliance entre l'Angleterre et la France soit maintenue, mais nous ne croyons pas à sa durée. Il y a entre ces deux nations des intérêts trop distincts, et disons-le, trop de préjugés et de susceptibilité chez chacun des deux peuples, pour qu'à la première division, l'alliance ne s'écroule pas.

Entre la France et l'Angleterre, il y a Waterloo.—*Courrier de la Louisiane.*

LE SPIRITUALISTE.— Le second numéro de cette Revue a paru hier et est en vente à la librairie de G. Coppens & Co., rue de Chartres, 56, et chez M. J. Barthet, rue Conti, 121. On connait déjà le but spécial du *Spiritualiste.* Nous nous contenterons de reproduire les premières lignes de l'avant-propos de la deuxième livraison, sur laquelle nous n'avons encore pu jeter qu'un rapide coup-d'œil.

Le *Spiritualiste* n'a pas été mal reçu, comme le sont ordinairement les novateurs : une portion du public lui a tendu la main, et la presse ne l'a guère traité jusqu'à présent, qu'avec courtoisie. Cela montre déjà que le Spiritualisme a gagné dans l'opinion des classes intelligentes, qui sentent le besoin de croire à quelque chose au-delà de cette vie.

Le monde n'est pas incorrigible, ni même aussi routinier qu'on pourrait le penser. Ce qui le retient quelquefois, c'est la crainte d'être trompé, comme il l'a été si souvent ; mais il n'a pas oublié qu'une foule de découvertes dont l'humanité profite aujourd'hui, furent d'abord considérées comme des folies : la circulation du sang, la vaccine, l'émétique, le mesmérisme, la vapeur, étaient des chimères pour les Pharisiens et les Scribes de leurs temps ;— on n'a pas oublié que, lorsqu'il fut question d'envoyer des steamers à travers l'Océan, un trop célèbre docteur, membre de